

MAIRIE DE COUZEIX



DECISION DU MAIRE

Prise en application des articles L. 2122-22 et L. 2122-23
du Code Général des Collectivités Territoriales



N° 2025- 026 - Tarifs pour les séjours organisés par l'A.L.S.H. pour l'année 2026, pour les jeunes de 7 à 17 ans

Le Maire de la Commune de COUZEIX,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L2122-22 - 2,

Vu la délibération du Conseil Municipal du 10 juillet 2020 prise pour l'application des articles L.2122-22 et L.2122.23 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Considérant la nécessité pour la collectivité de fixer les tarifs pour les séjours organisés par l'A.L.S.H. pour l'année 2026, pour les jeunes de 7 à 17 ans.

DECIDE

ARTICLE 1 :

Les tarifs pour le séjour à la montagne à Combloux, pour l'année 2026, pour les jeunes de 7 à 17 ans sont fixés comme suit.

Séjour enfants de 7 à 10 ans à Combloux (forfait tout compris)

- Enfants de la Commune717 €
- Enfants non domiciliés dans la Commune.....1077 €

Séjour adolescents de 11 à 17 ans à Combloux

	Adolescents de la Commune	Adolescents non domiciliés sur la Commune
Sans location de matériel de ski ou surf	656 €	987 €
Avec location de ski et de chaussures	717 €	1077 €
Avec location de surf et de bottes	777 €	1165 €

ARTICLE 2 :

Une dégressivité des tarifs sera appliquée dès lors que plusieurs enfants d'une même famille participent à l'un ou à l'autre des séjours à la montagne de cette saison.

Cette dégressivité des tarifs s'appliquerait à l'ensemble des factures des séjours d'hiver, et sera la suivante :

- 1- A partir du 2^{ème} enfant..... - 30 % par enfant
- 2- A partir du 3^{ème} enfant..... - 40 % par enfant

ARTICLE 3 :

Les Communes de résidence d'enfants et d'adolescents participant aux séjours, pourront décider de prendre directement en charge sur leur budget la différence de tarif qui existe entre « Commune » et « Hors Commune ».

ARTICLE 4 :

Le personnel d'encadrement, directeurs adjoints, assistants sanitaires et animateurs diplômés sera recruté en nombre suffisant.

ARTICLE 5 :

Des conventions de location à intervenir avec les organismes d'accueil seront signées.

ARTICLE 6 :

La présente décision sera exécutée conformément aux dispositions des articles L2122-22 et L2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Maire

- Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.
- Informe que la présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal dans un délai de deux mois à compter de sa notification et/ou publication.

Fait et arrêté en Mairie, le 10 septembre 2025

Le Maire,
Sébastien LARCHER

